

Manière de voir 43

LE MONDE *diplomatique*

Bimestriel
**JANVIER-
FÉVRIER 1999**

PP1063

LES CONVULSIONS DU MONDE

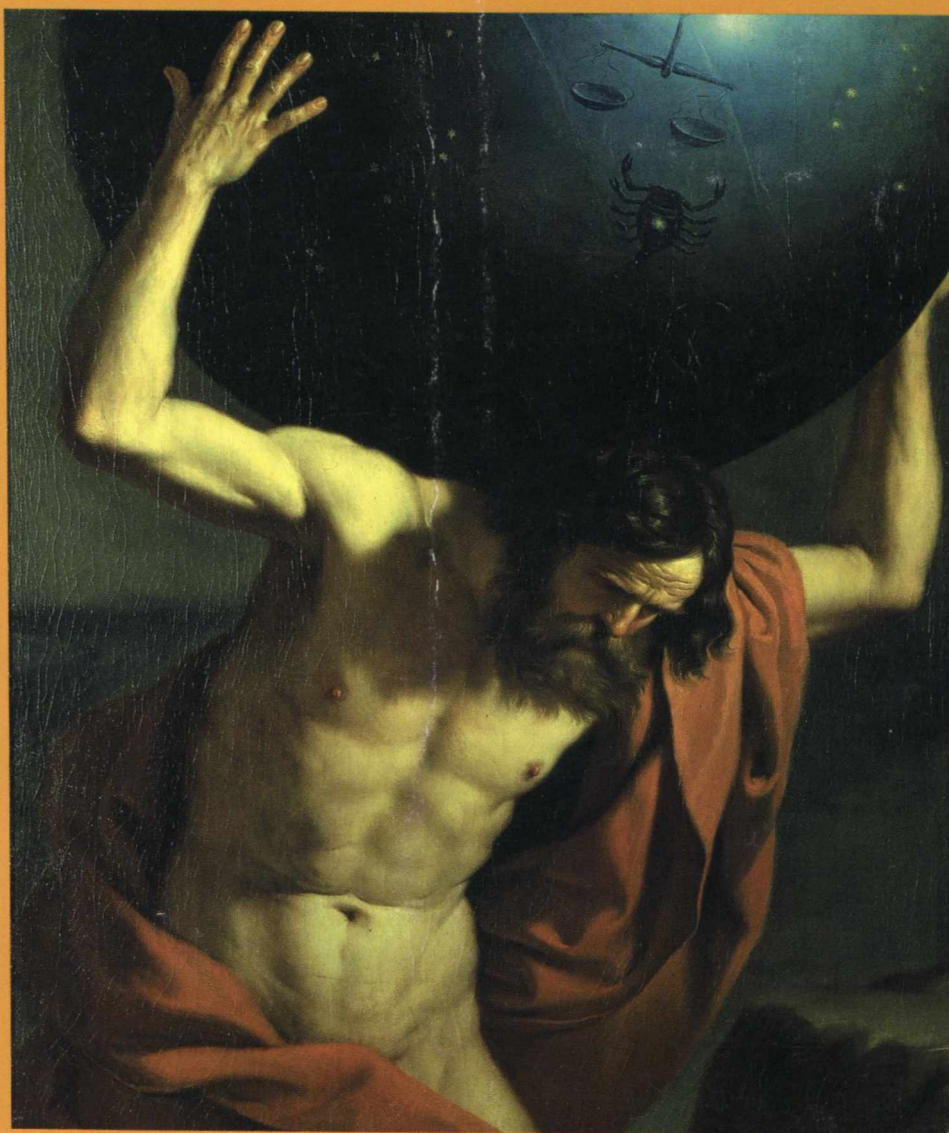
Ignacio Ramonet
Alain Gresh
Maurice Lemoine
Dominique Vidal

Bernard Adam
Geoffrey Aronson
Isabelle Avran
Claire Brisset
Jean-Pierre Catry
Vicken Cheterian
Christophe Chiclet
Jean-Arnault Dérens
Richard Deutsch
Tommaso Di Francesco
Thomas Hofnung
Niels Kadritzke
Paul-Marie de La Gorce
Maurice Najman
Sébastien Nouvel
Eric Rouleau
Edward Saïd
Catherine Samary
Herbert I. Schiller
Mwayila Tshiyembe

Cartographie :
Cécile Marin

6,86 euros France métropolitaine

M 2796 - 9901 - 45,00 F - RD



SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Les autres guerres	par Ignacio Ramonet	3
--------------------	---------------------	---

1. – LES ARMES DE L'AMÉRIQUE

L'information, atout maître de l'empire américain	par Herbert I. Schiller	9
Révolution militaire pour le XXI ^e siècle	par Maurice Najman	15
Pour le « micro-désarmement »	par Bernard Adam	18
Double échec pour la non-prolifération nucléaire	par Paul-Marie de La Gorce	20

2. – POUDRIÈRE BALKANIQUE

Comment la Yougoslavie s'est désintégrée	par Catherine Samary	27
La paix américaine en panne en Bosnie	par Thomas Hoffnung	33
Les Kosovars dans le piège balkanique	par Jean-Arnault Dérens et Sébastien Nouvel	39
Quel statut pour le Kosovo ?	par Tommaso di Francesco	44
L'Albanie fragilisée	par Christophe Chielet	46

3. – IMPASSE AU PROCHE-ORIENT

Guerre sans fin contre l'Irak	par Alain Gresh	50
Le Golfe, vu de Moscou et de Washington	par Alain Gresh	52
Clés pour une guerre avortée	par Eric Rouleau	56
La colonisation, obstacle principal à la paix	par Geoffrey Aronson	59
Aux intellectuels arabes fascinés par M. Roger Garaudy	par Edward W. Saïd	64

4. – DES CONFLITS AU TOURNANT

Pari irlandais sur l'avenir	par Richard Deutsch	68
Chypre victime de la crise des fusées	par Niels Kadritzke	71
La Géorgie face à ses minorités	par Vicken Cheterian	75
L'Afrique des Grands Lacs redessinée	par Mwayila Tshiyembe	78
Spirale meurtrière au Soudan	par Claire Brisset	82
La guérilla colombienne rêve d'une paix armée	par Maurice Lemoine	85
Timor-Oriental, vers l'autonomie ?	par Jean-Pierre Catry	88

COMPLÉMENT DOCUMENTAIRE

Glossaire	par Isabelle Avran	92
-----------	--------------------	----

CONCLUSION

Hégémonie et chaos	par Dominique Vidal	96
--------------------	---------------------	----

Timor-Oriental,

88



Après vingt-cinq ans
d'occupation
et de répression,
l'Indonésie
envisage d'accorder
une autonomie limitée
au Timor-Oriental.
Mais les successeurs
du dictateur Suharto
iront-ils au-delà,
vers l'indépendance
qu'exigent
la majorité
des Timorais ?

ENFIN, le nouveau régime indonésien a ouvert des négociations sur le sort du Timor-Oriental avec le Portugal, ancienne puissance mandataire. Engagés sous les auspices des Nations unies, les pourparlers risquent de buter sur la question-clé, l'organisation d'un référendum d'autodétermination de la population timoraise. Craignant une balkanisation de l'archipel, le président Jusuf Habibie souhaite écarter tout risque d'indépendance du Timor-Oriental et se cantonner à une offre d'autonomie limitée.

Le 5 août 1998, un pas important a été franchi pour résoudre le problème du Timor-Oriental, envahi et annexé par l'Indonésie en 1975. A la suite d'une rencontre des ministres des affaires étrangères portugais et indonésien sous les auspices du secrétaire général des Nations unies, le représentant personnel de M. Kofi Annan a publié un communiqué déclarant qu'un statut d'autonomie du territoire actuellement occupé devait être mis au point par les deux parties avant la fin de 1998. D'autre part, les troupes d'occupation devaient se retirer progressivement et les prisonniers politiques être libérés (1).

Djakarta avait déjà annoncé ces décisions, à grand renfort de publicité, afin de s'attirer la sympathie de l'opinion publique internationale – et surtout des bailleurs de fonds dont l'Indonésie a un besoin vital. Reste que l'accord intervenu permet au Portugal et à l'ONU de participer à la définition du contenu de l'autonomie, sans préjuger du statut futur du territoire : intégration dans l'Indonésie ou indépendance. Il les autorise aussi à demander des comptes à Djakarta sur les engagements pris, celui du retrait des troupes et la libération des prisonniers. Cette évolution n'aurait évidemment pas été imaginable sans la crise qui secoue l'Indonésie depuis des mois ni sans la démission du président Suharto (2).

Le 14 avril 1998, alors que rien ne laissait prévoir la chute aussi proche du vieux dictateur, une convention – convoquée démocratiquement et réunissant Timorais de l'intérieur et exilés – décidait de créer le Conseil national de la résistance timoraise (CNRT). Cette structure unifiée réunit tous ceux qui

s'opposent à l'intégration du Timor-Oriental dans l'Indonésie. M. Xanana Gusmão, l'ex-commandant en chef de la résistance armée, actuellement en prison, en a été élu président.

Ce dernier occupe, il est vrai, une place centrale dans le mouvement indépendantiste. Son arrestation, en 1992, a ouvert deux nouveaux fronts de lutte : en Indonésie même, parce que, dans la prison de Cipinang, il a côtoyé des dirigeants syndicaux et politiques indonésiens victimes du régime militaire et créé avec eux des liens d'amitié ; et sur le plan international, puisqu'il devenait possible à des personnalités politiques et diplomatiques de lui rendre visite (3). Ainsi le président sud-africain Nelson Mandela, qui l'a rencontré lors d'une visite en Indonésie, a-t-il ensuite demandé sa libération au président Suharto. Cette exigence a été reprise par le secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, et par beaucoup d'autres responsables politiques.

A l'initiative des Nations unies

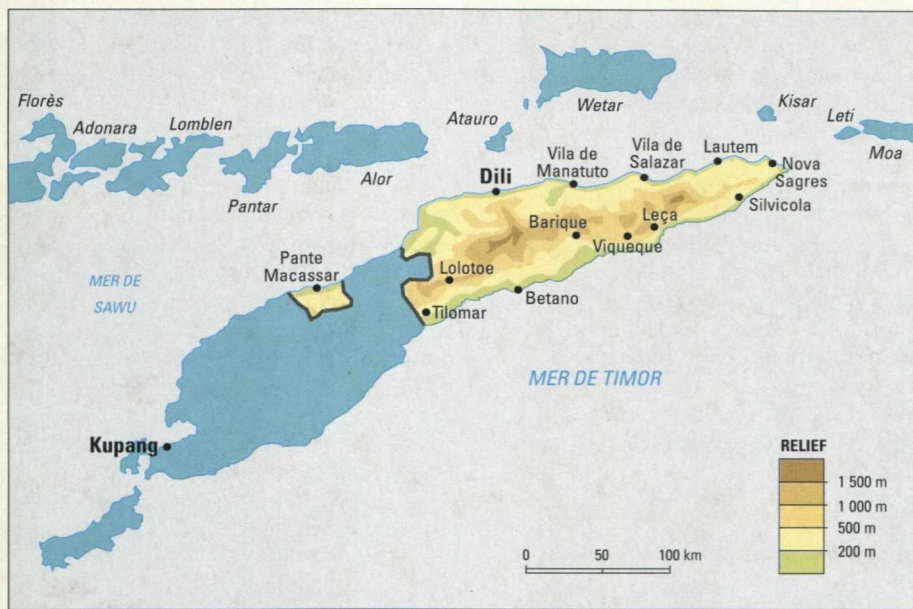
AUX premiers signes de la crise indonésienne, M. Xanana Gusmão et les deux lauréats du prix Nobel de la paix 1996, M. Ramos Horta et l'évêque Belo, ont lancé un appel au calme. Contrairement à ce qui s'est passé dans nombre de villes indonésiennes, il n'y eut au Timor-Oriental aucune violence. La chute du président Suharto, et surtout celle de son gendre, le général Prabowo, organisateur des Rajawali et des Gardapaksi – deux formations, militaire et paramilitaire, qui semaient la terreur parmi la population civile à Timor –, soulevaient enfin l'espoir d'un véritable changement. Ce sentiment fut renforcé, le 4 juin 1998, par un accident d'hélicoptère qui provoqua la mort de douze officiers indonésiens – toute la hiérarchie militaire des forces d'occupation.

Alors que beaucoup n'envisageaient la situation en Indonésie que sous l'angle des droits humains, une initiative de l'ONU, révélée tardivement par une indiscretion indonésienne, allait projeter au premier plan la question fondamen-

* Animateur de l'association La paix est possible au Timor-Oriental, Lisbonne.

vers l'autonomie ?

Par JEAN-PIERRE CATRY *



tales du statut politique du Timor-Oriental. Le 23 avril 1998, en effet, avant la chute de M. Suharto, M. Jamsheed Marker, représentant spécial de M. Kofi Annan, envoyait à Djakarta une proposition visant à débloquent les conversations qui traînent depuis 1983 entre Djakarta et Lisbonne, l'ancienne puissance coloniale.

Comme point de départ, M. Marker proposait une formule d'autonomie, à mi-chemin entre l'intégration – imposée de force, mais jamais entérinée par les Nations unies – et l'autodétermination, un droit que l'ONU et le Portugal reconnaissent aux Timorais. M. Suharto étant parti, c'est à son successeur, le président Jusuf Habibie, que revint la charge de répondre à cette proposition. Le 6 juin 1998, M. Abilio Osorio, gouverneur du Timor-Oriental, nommé par Suharto et maintenu par le président Habibie, convoqua des personnalités timoraises pour obtenir leur appui à l'attribution d'un statut spécial à leur province.

Pressentant qu'ils pouvaient désormais parler librement, la presque-totalité des orateurs, fortement applaudis, exigèrent le retrait des troupes indonésiennes, la libération de M. Xanana Gusmão et la tenue d'un référendum d'autodétermination. Malgré l'échec de cette tentative, le président Habibie déclarait trois jours

plus tard : « Je suis prêt à considérer l'attribution au Timor-Oriental d'un statut spécial comme celui qu'ont déjà Djakarta, Djodjakarta et Aceh. » Il ne posait qu'une seule condition, la reconnaissance de ce statut par l'Organisation des Nations unies et par le Portugal (4). « Conditionner un accord quelconque à l'intégration [du Timor-Oriental] dans l'Indonésie n'est pas une position de négociation », répondait un porte-parole du ministère portugais des affaires étrangères (5).

Faux départs indonésiens

L'OFFRE fut également rejetée par les dirigeants timorais et provoqua de grandes manifestations en faveur d'un référendum d'autodétermination. Le 12 juin 1998, 1 300 étudiants timorais résidant en Indonésie manifestaient à Djakarta devant le ministère des affaires étrangères : ils furent brutalement dispersés. Le jour suivant commençaient à Dili des manifestations qui, malgré les interdictions initiales, furent tolérées par l'armée d'occupation.

Elles s'intensifièrent fin juin, à l'approche de la première visite des ambassadeurs de la « troïka » de l'Union européenne (Grande-Bretagne, Autriche

et Pays-Bas) à Timor. Les efforts des autorités pour organiser des contre-manifestations firent monter la tension, et plusieurs personnes furent tuées par les militaires. La « troïka » décida de raccourcir son séjour, mais son rapport appuyait les demandes des indépendantistes : « Nous avons l'impression qu'il n'y aura pas de solution au Timor-Oriental sans (...) une consultation directe de la population (6). » Entre la proposition indonésienne – autonomie comme solution finale – et celle de M. Marker – autonomie comme point de départ –, il y avait un abîme. Début juillet 1998, peu avant une visite de M. Marker à Timor, le texte de sa proposition commença à circuler en même temps que M. Alatas tentait de faire croire que l'ONU s'était ralliée à la position indonésienne. Cette fuite, qu'un porte-parole de l'ONU qualifia de « déplorable rupture de la confidentialité diplomatique » visait à envenimer les relations entre les Timorais et l'ONU (7).

Outre son appui à la revendication d'une consultation du peuple timorais, la « troïka » recommande la participation des Timorais aux négociations sur leur avenir, la libération des prisonniers politiques, et fixe comme « première priorité » le retrait des troupes indonésiennes. Cette priorité est reprise par M. Marker, qui déclarait à la fin de sa visite : « Le retrait des troupes serait une mesure (...) vraiment importante (8). » L'évêque de Dili, reçu par le président

● ● ●

(1) Les accords du 5 août 1998 prévoyaient par ailleurs des réunions de Timorais de toutes tendances sous les auspices de l'ONU et leur consultation par le secrétariat des Nations unies. Des sections d'intérêts, premier pas vers le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Indonésie et le Portugal, devraient être ouvertes jusqu'à la fin de 1998.

(2) Lire le dossier du *Monde diplomatique*, juin 1998. Sur le Timor-Oriental, lire « Le Timor-Oriental est-il exempté du droit international ? » et « Le combat oublié du Timor-Oriental », *Le Monde diplomatique*, respectivement janvier 1993 et décembre 1996.

(3) Le représentant du secrétaire général de l'ONU et le responsable du département d'Etat américain pour l'Asie, entre autres.

(4) Reuters, Djakarta, 9 juin 1998.

(5) Reuters, Lisbonne, 9 juin 1998.

(6) Reuters, Lisbonne, 23 juillet 1998.

(7) AFP, Nations unies, 2 juillet 1998. La diplomatie indonésienne avait utilisé un stratagème identique pour saboter l'appel du président Mandela.

(8) Reuters, Djakarta, 22 juillet 1998.

●●● Timor-Oriental vers l'autonomie ?

Habibie le 24 juin 1998, avait déjà fait de ce retrait des troupes d'occupation le point majeur de leur entretien. A l'issue de cette rencontre, M^{re} Belo avait manifesté son optimisme en déclarant que le président s'était engagé à retirer les troupes progressivement et qu'il avait chargé M. Ali Alatas d'agir en ce sens.

Le 27 juillet 1998, le gouvernement indonésien transporta 90 journalistes à Dili pour assister au départ de 1 000 militaires. Tout compte fait, ceux-ci n'étaient que 400, mais la différence était peu significative : personne ne savait combien de soldats stationnent au Timor-Oriental. En août et septembre de nombreuses informations indiquaient que les autorités indonésiennes envoyaient discrètement des troupes fraîches en nombre supérieur à celles qu'elles retiraient. En octobre reprenaient les opérations militaires contre la résistance timoraise, interrompues depuis quatre mois.

Le secrétaire général des Nations unies se vit obligé d'exprimer sa préoccupation et de demander « la cessation de toutes les activités militaires et une réduction substantielle de la présence militaire indonésienne (9) ». Le gouver-

nement indonésien protesta, affirmant que le secrétariat général était mal informé : M. Ali Alatas déclara qu'il n'y avait que cinq ou six bataillons à Timor, soit environ 6 000 hommes. Mais, trois jours plus tard, le 29 octobre, les journalistes présents à Djakarta avaient accès à plusieurs centaines de pages de documents de l'armée révélant que les effectifs des Forces armées s'élevaient à 18 000 hommes (21 000 si l'on inclut les forces auxiliaires timoraises). De quoi douter de la bonne foi des autorités indonésiennes dans les négociations et souligner la nécessité d'observateurs internationaux pour vérifier sur place les retraits de troupes annoncés.

Deux cent mille victimes civiles

UN problème similaire se pose à propos de la libération des prisonniers politiques. Vingt-cinq ont été libérés depuis le mois de juin, mais il en reste peut-être encore dix fois plus dans les prisons – on en ignore le nombre exact. Beaucoup de ceux qui ont été « amnistiés » avaient déjà accompli plus que leur peine : l'un d'eux, un jeune garçon condamné à huit mois de prison pour avoir participé à une manifestation, accomplissait son vingt-cinquième mois de détention ! D'autres, relâchés par les tribunaux, ont dû se représenter à la pri-

son pour faire nombre lors des cérémonies de mise en liberté. Quant à la libération de M. Xanana Gusmão, elle « passe par la reconnaissance du Timor-Oriental comme part intégrante de la République indonésienne », ont insisté MM. Habibie et Alatas (10).

Pendant vingt-trois ans, la propagande officielle a ressassé que les Timorais avaient demandé leur intégration dans l'Indonésie, que le Timor-Oriental était la « vingt-septième province ». Avec un retour à une certaine liberté de la presse, beaucoup d'Indonésiens découvrent la vérité : l'intégration s'est faite au prix de la mort de quelque 20 000 militaires et 200 000 civils. En juillet 1998, les deux principaux dirigeants de l'opposition – M^{me} Megawati Sukarnoputri, dirigeante du Parti démocrate d'Indonésie (PDI), principal parti démocratique, et M. Abdurrahman Wahid, dirigeant du Nahdatul Ulama, la plus puissante organisation musulmane du pays, avec ses 35 millions de membres – ont manifesté leur accord avec l'évêque Belo sur la nécessité d'un référendum pour résoudre le conflit (11).

Le troisième dirigeant de l'opposition, M. Amien Rais, dirigeant du Muhammadiyah (28 millions de membres), s'était déjà manifesté en ce sens avant la chute de Suharto, ce qui ne l'empêche pas de se montrer inquiet devant « le syndrome de la Yougoslavie et de l'ex-URSS rampant en Indonésie (12) ». Ses craintes

CHRONOLOGIE

Une longue nuit

1975

26 août. Le Portugal se sépare de sa possession du Timor-Oriental. Début de la guerre civile.

28 novembre. Déclaration d'indépendance et proclamation de la « République démocratique du Timor-Oriental » par les indépendantistes du Fretilin.

Décembre. Invasion et annexion du Timor-Oriental par l'Indonésie.

22 décembre. Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur le retrait des troupes indonésiennes du Timor-Oriental.

1976

17 juillet. Le Timor-Oriental devient la « vingt-septième province indonésienne ».

1987

Mars. Les ONG estiment à 30 000 le nombre de soldats présents au Timor-Oriental.

1991

12 novembre. Massacre de « Santa Cruz » à Dili, capitale du Timor-Oriental, où l'armée indonésienne ouvre le feu sur une procession, faisant 50 victimes civiles.

1992

20 novembre. Arrestation du chef de la résistance timoraise, M. Xanana Gusmão.

1993

Avril. M. Konis Santana devient le leader de la résistance timoraise.

1995

7 décembre. Des incidents marquent le vingt-troisième anniversaire de l'occupation du territoire par l'Indonésie. Des Timorais envahissent les ambassades russe et hollandaise à Djakarta.

1996

29 février. Rencontre entre M. Suharto et le premier ministre portugais Antonio Guterres.

Octobre. Le prix Nobel de la Paix est décerné à M^{re} Belo, évêque du Timor-Oriental ainsi qu'à M. Ramos Horta, représentant du mouvement indépendantiste timorais à l'étranger.

1997

15 juillet. Visite de M. Nelson Mandela à Djakarta, où il rencontre l'opposant timorais Xanana Gusmão emprisonné.

1998

14 mai. Création du Conseil national de résis-

tance timoraise (CNRT) lors d'une convention réunissant les Timorais de l'intérieur et exilés.

21 mai. Démission de M. Suharto. Son successeur, M. Yusuf Habibie, maintient le gouverneur indonésien du Timor-Oriental (Abilio Osorio) dans ses fonctions.

9 juin. M. Habibie annonce qu'il est prêt à accorder au Timor un « statut spécial » à condition qu'il soit reconnu par l'ONU et le Portugal. Le Portugal refuse ces conditions.

Mi-juillet. 50 000 personnes ont quitté le Timor-Oriental.

27 juin. Pour la première fois, trois ambassadeurs européens (Grande-Bretagne, Autriche, Pays-Bas) se rendent au Timor-Oriental pour une mission d'observation.

27 juillet. Dans une interview au *Herald Tribune*, le ministre des affaires étrangères indonésien, M. Ali Alatas, présente un plan d'autonomie détaillé.

5 août. La rencontre des ministres des affaires étrangères portugais et indonésien sous l'égide de l'ONU débouche sur un accord pour mettre au point, avant la fin de l'année 1998, un statut d'autonomie.

10 août. M. Kofi Annan demande la libération de M. Xanana Gusmão.

